



7^{ème} Table Ronde Ministérielle

↓
« Accès au haut débit
abordable et équitable pour un
apprentissage transformateur »

Kampala
Ouganda
28 Mai
2014

Communiqué



↓
Conjointement avec



eLearning
Africa

↓
Accueillie par



République d'Ouganda

↓
Organisée par



↓
Sponsor



↓
En partenariat avec



Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

↓
Sponsor du dîner



Communiqué

Cette septième table ronde ministérielle sur « Accès au haut débit abordable et équitable, pour un apprentissage transformateur » a été accueillie par le gouvernement ougandais à l'occasion de la conférence eLearning Africa à Kampala, Ouganda, le 28 mai 2014. Elle a rassemblé des ministres, des ministres adjoints et des représentants ministériels de l'Éducation, des TIC, des Finances, des Affaires étrangères, des Postes, des Télécommunications et des TIC provenant d'Angola, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Gambie, du Ghana, du Kenya, de la Namibie, de la Somalie, d'Afrique du Sud, du Soudan du Sud, d'Ouganda, de Zambie et du Zimbabwe.



Observations :

La table ronde a mis en lumière les implications positives suivantes de l'accès au haut débit en Afrique :

- Il existe une corrélation directe entre investissements en infrastructures haut débit et croissance économique. Plus précisément, une hausse de 10 % des investissements en infrastructures haut débit entraîne une hausse de 1,3 % de la croissance économique ;
- En outre, la gratuité de l'accès engendre encore plus de croissance et donc davantage de rentrées fiscales ;
- Les TIC peuvent favoriser la baisse du chômage ;

Toutefois, sans efforts concertés pour garantir l'accès pour tous, les bénéfices, pour le développement, d'un accès accru au haut débit resteront inexploités. Les ministres ont indiqué que :

- Le haut débit abordable doit être accessible à tous et non à quelques privilégiés ;
- Il est indispensable de lutter contre l'analphabétisme numérique car nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas vivre dans une économie numérique ;
- La connexion « du dernier tronçon » est non seulement vitale, mais aussi pratique ;
- Il est crucial que le prix soit abordable, particulièrement pour pouvoir garantir l'accès à tous.



La table ronde a également mis en lumière certains problèmes liés au développement des TIC en Afrique, notamment :

- L'Afrique est à la traîne par rapport à d'autres régions en termes d'utilisation d'Internet. Les facteurs qui limitent l'utilisation d'Internet sont notamment : le coût élevé, l'absence de sources d'énergie abordables et de qualité et le faible taux d'alphabétisme informatique ;
- Il semble particulièrement anormal que les pays africains aux revenus les plus faibles affichent souvent les coûts d'accès au haut débit les plus élevés ;
- De nombreux pays africains ne parviennent pas à atteindre les objectifs de développement fixés par les Objectifs du Millénaire pour le développement ;
- Il est urgent d'investir dans l'accès à Internet haut débit et autres infrastructures sur l'ensemble du continent.

Toutefois, les ministres sont convaincus qu'il n'y a pas d'autre choix que d'affronter ces enjeux ; l'échec n'est pas envisageable. Comme l'a noté un des orateurs, l'Afrique ne doit pas désespérer, il y a toujours une lueur d'espoir. Les participants à la table ronde ont également observé que :

- L'Afrique a produit les toutes premières technologies du genre humain, il est temps que le continent s'impose à nouveau comme un fabricant de technologies ;
- L'utilisation d'Internet se développe sur le continent, particulièrement en Afrique subsaharienne ;
- L'Afrique est numéro 1 en termes de croissance globale d'Internet, avec cinquante-deux millions d'utilisateurs de Facebook et un usage croissant des téléphones portables et des Smartphones.



Recommandations :

Les participants à la table ronde ont émis une série de recommandations au sujet des priorités et des méthodes qui permettront d'améliorer les infrastructures en Afrique :

- ❖ Tous les pays doivent adopter comme objectif stratégique prioritaire la création d'un marché unique des TIC et des télécommunications en Afrique. Il faudra pour cela disposer d'une structure haut débit interconnectée basée sur des politiques harmonisées en matière de TIC et de télécommunications ;
- ❖ Des efforts doivent être mis en œuvre pour interconnecter les pays africains au moyen d'un réseau de câbles terrestres faisant la liaison avec les câbles sous-marins qui ont atterri sur la côte ;
- ❖ Le partage des infrastructures doit être encouragé entre les opérateurs et les pays par le biais de pratiques telles que le partage de locaux avec les compagnies de téléphone ;
- ❖ La création d'un plus grand nombre de partenariats public-privé (PPP) est nécessaire pour garantir un usage maximal des ressources disponibles ainsi que la pérennité et la viabilité économique des éventuels changements apportés ;
- ❖ Toutefois, même si le secteur privé a un rôle crucial à jouer, il revient aux États de fournir l'infrastructure haut débit de base ;
- ❖ L'accent doit être mis sur des politiques axés sur la demande, ainsi que sur l'offre ;
- ❖ La connexion « du dernier tronçon » peut notamment se faire par le biais du déploiement de technologies dites « TV White Spaces » qui doivent faire l'objet de recherches, de tests et d'investigations.

Des recommandations ont également été faites en ce qui concerne la coopération, le contenu et l'engagement des parties prenantes :

- ❖ La création de cellules de réflexion proactives et intégrées doit être encouragée ;
- ❖ Les cellules de réflexion sur les TIC doivent rassembler tous les protagonistes des secteurs de l'éducation et des TIC ;
- ❖ Les parties prenantes doivent participer à la formulation des politiques ;

- ❖ Tous les pays vont devoir produire des contenus plus locaux et plus pertinents ;
- ❖ Les gouvernements doivent réaliser que le secteur privé est le véritable moteur de la création de contenus. Ils doivent donc s'efforcer d'encourager ce type de partenariat ;
- ❖ Le continent n'a pas besoin d'opérations pilote reproduisant des études déjà réalisées ailleurs. Il a, en revanche, besoin de projets durables adaptés aux contextes locaux de l'Afrique ;
- ❖ Il faut soutenir les entrepreneurs nationaux qui œuvrent dans le secteur des TIC ;
- ❖ Un soutien solide doit également être apporté aux innovations visant à développer des dispositifs mobiles intelligents pour TOUS ;
- ❖ Les acteurs du monde informatique, tous secteurs confondus, doivent œuvrer ensemble pour mettre en lumière les progrès réalisés dans leurs pays ; Le partage des connaissances doit être encouragé et facilité.
- ❖ Chacun doit essayer de découvrir les premières réussites et d'en communiquer les bénéfices ;
- ❖ Il a été demandé aux ministres d'analyser de toute urgence la Position africaine commune de l'agenda de développement de l'après-2015, particulièrement en ce qui concerne l'utilisation et la mise en œuvre de TIC, afin de promouvoir l'e-apprentissage en Afrique en vue de la réalisation de la Position africaine commune. Il leur a également été demandé de travailler en collaboration étroite avec l'UA pour s'approprier la Position africaine commune et ses priorités, particulièrement en ce qui concerne le rôle des TIC.

Les participants ont mis en lumière l'importance de l'inclusion et de la pérennité, en faisant les recommandations suivantes :

- ❖ Mettre davantage l'accent sur l'inclusion et la connexion des non connectés ;
- ❖ Bien vérifier que les initiatives sont modulables et viables à long terme et qu'elles répondent parfaitement aux besoins des utilisateurs finaux ;
- ❖ La politique et les initiatives en matière de TIC ne doivent pas être conçues séparément des discussions plus larges sur le développement, et doivent notamment faire référence à l'évaluation Beijing+20 qui met l'accent sur l'autonomisation des femmes et l'inclusion du genre ;
- ❖ Une bonne gouvernance est absolument cruciale pour que les véritables bénéficiaires de ces changements soient ressentis par tous. Les problèmes que constituent la corruption et le manque de responsabilisation doivent être pris au sérieux, sachant que la formation basée sur les TICs peut jouer un rôle essentiel dans la lutte contre ces fléaux.

